

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 29/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METROPOLE AMP ISDND ARBOIS

TERRITOIRE PAYS D'AIX
CS 40686
13626 Aix-En-Provence

Réf. UD13 : D-2025-0109
Réf. SPR : SPR/2025/0231
Code AIOT : 0006401122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement METROPOLE AMP ISDND ARBOIS implanté TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE AMP ISDND ARBOIS
- TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence
- Code AIOT : 0006401122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchets non dangereux limitée à 110 000 tonnes/an pour l'année 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Rejets atmosphériques en sortie des moteurs biogaz

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Contrôle achèvement des travaux alvéoles n°1 et 2 casier B4	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 9.1.4.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Valeur limite formaldéhyde moteur n°3	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Couvertures finales du casier B3	AP Complémentaire du 24/11/2021, article 6	Sans objet
2	BSP Contrôle alvéoles n°1 et 2 casier B4	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 9.1.4.5.1	Sans objet
3	BSA Contrôle alvéoles n°1 et 2 casier B4	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 9.1.4.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le nouveau casier B4, il est demandé à l'exploitant, sous 3 mois, de transmettre au Préfet et l'Inspection le dossier technique réalisé par un organisme tiers, portant sur le parfait achèvement des travaux des alvéoles n°1 et 2 du casier B4 et justifiant de la conformité de l'installation aux conditions fixées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatif aux ISDND du 15/02/2016 modifié et l'arrêté préfectoral d'exploitation du 05/12/2022.

Suite au dépassement relevé sur le paramètre formaldéhyde en sortie du moteur biogaz n°3 lors du prélèvement du 20/11/2024, il est demandé à l'exploitant de justifier d'une nouvelle mesure afin de démontrer le respect de la valeur limite d'émission pour ce paramètre fixée à 15 mg/Nm³.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Couvertures finales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Composition structure d'une partie (30 000 m ²) couverture finale casier B3
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès la fin de comblement d'une zone du casier B3 équivalente à 10 000 m² et dans le respect des hauteurs maximales définies à l'article 8.1.1, le réseau de collecte et de drainage du biogaz prévu à l'article 8.6.1 ainsi que la couverture finale, sont mises en place.</p> <p>Cette couverture doit avoir une forme facilitant la collecte du biogaz et une pente dans sa partie supérieure d'au moins 3 % afin de diriger les eaux de ruissellement vers des dispositifs de collecte.</p> <p>La couverture du casier B3 est constituée (de bas en haut) :</p> <p>Une couche intermédiaire entre les déchets et la géomembrane de perméabilité $K < 1.10^{-7}$ m/s composée de :</p> <ul style="list-style-type: none">• une couverture de matériaux fins inertes d'épaisseur de 0,5 m ;• un géotextile anti poinçonnant ;• une membrane en PEHD d'épaisseur de 1,5 mm. <p>Une couche finale entre la géomembrane et la végétation :</p> <ul style="list-style-type: none">• Géocomposite de drainage des eaux pluviales ;• une couverture d'épaisseur de 0,80 m de matériaux terreux végétalisables. <p>Un rapport final est transmis à l'Inspection lors de la réception finale de l'étanchéité du massif.</p> <p>Le modelé finale du casier B3 est conforme au plan en annexe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Actuellement 3 zones de couvertures définitives, chacune de 10 000 m², dont 2 zones équipées d'un réseau de captage du biogaz, ont été réalisées sur une surface totale de casier de 70 000 m². Les 40 000 m² restant seront recouverts en fin d'exploitation du casier B3, prévue fin d'année 2025.</p> <p>Les contrôles de vérification de la conformité des travaux des 3 zones recouvertes ont été réalisés par la société WSP, portant sur le contrôle de la perméabilité et de l'épaisseur de la couche intermédiaire entre les déchets et la géomembrane,</p> <ul style="list-style-type: none">• phase 1 contrôle le 27/09/2021 : 3 contrôles d'épaisseur et 5 de perméabilité ;• phase 2 contrôle le 12/04/2022 : 3 contrôles d'épaisseur et 5 de perméabilité ;• phase 3 contrôle du 31/03/2023 : 3 contrôles d'épaisseur et 5 de perméabilité. <p>Le résultat des contrôles conclut que l'épaisseur minimum de 50 cm est respectée et la perméabilité minimum de 1.10^{-7} m/s est atteinte.</p> <p>Les contrôles de vérification de la conformité des travaux relatifs aux réceptions et à la pose du géotextile, de la géomembrane et du géocomposite de drainage ont été réalisés de novembre 2021 à avril 2023 par la société SWP. A l'issue de ces interventions, l'ensemble des résultats est conforme.</p> <p>En juin 2023, la société SWP a procédé au contrôle de l'épaisseur des 80 cm de matériaux terreux végétalisables. Au vu des résultats des contrôles effectués, le contrôle extérieur a émis un avis favorable concernant l'épaisseur de la couche de terre végétale de la couverture du casier B3 pour les 3 premières zones recouvertes.</p> <p>Un rapport final sera transmis à l'Inspection lors de la réception finale de l'étanchéité complète du massif.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : BSP Contrôle alvéoles n°1 et 2 du casier B4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 9.1.4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, contrôles de barrière de sécurité passive alvéoles 1 et 2 casier B4
Prescription contrôlée : Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément au programme d'échantillonnage susvisé sont transmis au préfet avant la mise en place de la barrière de sécurité active. Les résultats sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation. L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.
Constats : L'entreprise Spie batignolles a entrepris la réalisation de la BSP (barrière de sécurité passive) des deux premières alvéoles N°1 et 2 du casier B4 entre juillet et novembre 2024. La planche d'essai a été réalisée les 4 et 5 juillet 2024. Les contrôles de vérification de la perméabilité des BSP et des épaisseurs ont été exécutés entre le 18 juillet et le 27 novembre 2024, par l'entreprise KOMEA. Au vu des résultats des contrôles effectués, l'entreprise KOMEA a émis un avis favorable concernant l'épaisseur de la couche et la bonne perméabilité. L'exploitant présente lors de l'inspection le relevé topographique des deux alvéoles, après achèvement du fond de forme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : BSA Contrôle alvéoles n°1 et 2 du casier B4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 9.1.4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, contrôles de barrière de sécurité active alvéoles 1 et 2 casier B4
Prescription contrôlée : Pour le contrôle de la réception et de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant et de la société en charge de la pose de la géomembrane. Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement, notamment à la vérification des doubles soudures.
Constats : L'entreprise BUESA a entrepris la réception et la pose du GSB (Géosynthétique Bentonitique) et de la géomembrane pour la réalisation de la BSA (barrière de sécurité active) des deux premières alvéoles N°1 et 2 du casier B4 entre novembre 2024 et janvier 2025. L'entreprise VALDEC a entrepris les contrôles de conformité du GSB et de la géomembrane ainsi que la vérification de leurs bonnes pose (contrôle de la qualité des soudures) pour la réalisation la BSA (barrière de sécurité active) des deux premières alvéoles N°1 et 2 du casier B4 fin janvier 2025. Au vu des résultats des contrôles effectués, l'entreprise VALDEC a émis un avis favorable concernant la qualité et la bonne mise en œuvre de la BSA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle achèvement des travaux des alvéoles n°1 et 2 du casier B4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 9.1.4.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, réalisation des travaux de constitution des alvéoles 1 et 2 du casier B4
Prescription contrôlée : Pour chaque casier et avant toute réception de déchets, l'exploitant fait procéder au contrôle du parfait achèvement des travaux d'aménagement du casier. Le contrôle précité est réalisé par un ou des organismes tiers, indépendants de l'exploitant. Le rapport de contrôle est transmis au préfet et à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant, a minima 15 jours avant la réception des déchets dans le casier.
Constats : Le jour de l'inspection, la réception finale des alvéoles 1 et 2 du casier B4 n'est pas finalisée. En effet, l'exploitant a prévu de reprendre l'étanchéité des bassins de lixiviats (BGCs) et de procéder au transfert des lixiviats et concentrats qu'ils contiennent dans les alvéoles 1 et 2 du casier B4 pour pouvoir réaliser les travaux. Par conséquent l'achèvement des travaux des alvéoles 1 et 2 du casier B4 n'est pas terminé. Il manque au jour de la visite, les éléments au-dessus de la géomembrane : le géotextile, la couche drainante de 50 cm, les drains et la pompe de relevage des lixiviats. L'exploitant prévoit de finaliser les travaux de réception des alvéoles 1 et 2 à l'issue des contrôles des BSP des bassins de lixiviats. Par courrier du 6 mars 2025, l'exploitant a informé l'Inspection du report de requalification des BGCs à une date ultérieure. L'exploitant finalise les travaux de réception des alvéoles 1 et 2 du casier B4.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre au Préfet et à l'Inspection le dossier technique réalisé par un organisme tiers, portant sur le parfait achèvement des travaux des alvéoles n°1 et 2 du casier B4 et justifiant de la conformité de l'installation aux conditions fixées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatif aux ISDND du 15/02/2016 modifié et l'arrêté préfectoral d'exploitation du 05/12/2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Valeur limite formaldéhyde rejet atmosphérique moteur N°3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique des rejets provenant des moteurs de valorisation
Prescription contrôlée : La valeur limite en concentration dans les rejets atmosphériques des fumées des moteurs de valorisation, pour le polluant formaldéhyde est de 15 mg/Nm ³
Constats : Lors du contrôle réalisé le 20/11/2024 par le bureau d'études MANUMESURE en sortie du moteur de valorisation du biogaz n°3, il a été constaté une concentration en formaldéhyde de 27 mg/Nm ³ pour une valeur limite d'émission (VLE) à 15 mg/Nm ³ . L'exploitant indique s'être tourné vers le bureau d'études pour avoir des explications sur la

concentration en formaldéhyde mesurée.

En effet, l'exploitant précise que des mesures en interne ont été réalisées sur le moteur n°3 le 08/11/2024 avec une concentration en formaldéhyde de 0,6 mg/Nm³ et sur le moteur n°1 le 19/11/2024 avec une concentration en formaldéhyde de 0,03 mg/Nm³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier des dépassements constatés lors du prélèvement opéré par MANUMESURE le 20/11 dernier et de transmettre le résultat d'une nouvelle mesure en sortie du moteur n°3 démontrant le respect de la VLE pour le paramètre formaldéhyde.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois